

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

GLISY, le 28/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PARC EOLIEN REGIE COMMUNALE**

ZI LA ROSSERAIE  
BP 90041  
80500 Montdidier

Références : 2023 - E10083  
Code AIOT : 0005107376

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement PARC EOLIEN REGIE COMMUNALE implanté PARC EOLIEN Moulin à cheval 80500 Montdidier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARC EOLIEN REGIE COMMUNALE
- PARC EOLIEN Moulin à cheval 80500 Montdidier
- Code AIOT : 0005107376
- Régime : Autorisation

Le parc est composé de 4 éoliennes de type VESTAS V90 d'une hauteur totale de 125 m et d'une puissance unitaire de 2 MW raccordées à un poste de livraison.

Les installations sont autorisées par le certificat d'antériorité du 26 juin 2012.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- examen du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 septembre 2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Avec suites, Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/09/22, respect de prescription	Sans objet
2	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Avec suites, Article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/09/22, respect de prescription	Sans objet
3	Entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Avec suites, Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/09/22, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 septembre 2022.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 06/10/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 :</u>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.  Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/09/2022, article 2 :</u></p> <p>Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, la Régie Communale de Montdidier est tenu de respecter les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 en affichant en caractères lisibles ou au moyen de pictogrammes, sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>• la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès des éoliennes E1, E4 et sur le poste de livraison indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

## N° 2 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extincteurs
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/10/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 :</u></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>

<p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/09/2022, article 4 :</u></p> <p>Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, la Régie Communale de Montdidier est tenu de respecter les dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, en réalisant le contrôle périodique des moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b> Des extincteurs sont présents au pied des éoliennes E1 et E4. La date de leur dernière vérification est le 16/08/2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Entretien

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Manuel d'entretien</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/11/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 :</u></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/09/2022, article 3 :</u></p> <p>Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, la Régie Communale de Montdidier est tenu de respecter les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 en présentant l'ensemble des rapports d'interventions (défaillance, opérations préventives, opérations correctives...) pour les années 2020, 2021 et 1er semestre 2022 ;</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose dans chaque éolienne d'un registre sur lequel est indiqué la date et la nature de l'opération effectuée.</p>

Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le moindre rapport d'intervention (défaillance, opérations préventives, opérations correctives..) lors de la visite. L'exploitant a un accès au logiciel (base de donnée) qui est complété par la société de maintenance (VESTAS) mais où l'ensemble des rapports est disponible "en vrac".

Le manuel d'entretien et les rapports d'interventions des opérations de maintenance ou d'entretien ont été fournis à l'inspection par mail du 22/06/2023.

Lors de la visite, l'exploitant indique que la régie sous-traite l'exploitation à la société GLOBAL WIND POWER, qui elle-même sous-traite l'entretien à la société VESTAS (constructeur du parc). Il indique qu'il a des difficultés d'échanges avec GLOBAL WIND POWER.

**Observations :** L'exploitant réalisera un mode opératoire pour répondre sans délai aux demandes réglementaires. Il pourra prendre attache auprès de la société GLOBAL WIND POWER pour répondre à cette demande.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet